

64215 EURCOM UW

1225 03/23
64215 EURCOM UW
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - COL64 - S.G.COL
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF: 18:27 23-03-84 000137148 - 000142447

DUPLICATA POSSIBLE
TELEX NO 57283-SG B 11/50

| | |
|------------|-----|
| H.D. | |
| D.H.D. | |
| INFO. | |
| TRADE | to |
| AGRI. | |
| LEGAL | all |
| FIN & DEV. | |
| SCI & ENF. | |
| PRAG. | |
| ADM. | |
| | |
| | |

432

TELEX HEBDOMADAIRE NR 163 DU 23 MARS 1984 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D INFORMATION INDEPENDANTS DANS ES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

1.1 CONSEIL EUROPEEN DE BRUXELLES

LA PLUS GRANDE PARTIE DE LA REUNION DE LA COMMISSION A ETE CONSACREE AUX TRAVAUX DU CONSEIL EUROPEEN DE LUNDI ET MARDI. LE PRESIDENT THORN ET LE PRESIDENT ORTOLI ONT DONNE A LEURS COLLEGUES UNE INFORMATION DETAILLEE SUR LES DISCUSSIONS. ILS ONT MIS EN EVIDENCE LES PROGRES QUI AVAIENT ETE REALISES DANS PLUSIEURS DOMAINES, MEME SI L'ABSENCE D'ACCORD SUR LA CORRECTION BUDGETAIRE BRITANNIQUE A CONDUIT A L'ECHEC FINAL.

CE SECOND ECHEC, APRES CELUI D'ATHENES, CREE UNE SITUATION SERIEUSE, MAIS NE JUSTIFIE PAS UNE DRAMATISATION. DES ACCORDS IMPORTANTS ONT ETE OBTENUS PENDANT LES TRAVAUX PREPARATOIRES DE BRUXELLES ET AU COURS DU CONSEIL EUROPEEN LUI-MEME : REFORME DE LA PAC, PRIX AGRICOLES, MAITRISE BUDGETAIRE, RENFORCEMENT DES FONDS STRUCTURELS, NOUVELLES RESSOURCES PROPRES. COMME APRES ATHENES, LES CONSEILS DOIVENT CONTINUER A TRAVAILLER ET CONCLURE DEFINITIVEMENT, CHAQUE FOIS QUE C'EST POSSIBLE. CELA A ETE LA CAS LE MOIS DERNIER POUR LE GRAND PROGRAMME ESPRIT. CE DEVRAIT ETRE LE CAS D'ICI A FIN MARS POUR LES MESURES ET LES PRIX AGRICOLES. LA COMMISSION COMPTE SOUMETTRE DES PROPOSTIONS REVISEES QUI TIENNENT COMPTE DES COMPROMIS REALISES DANS LE CONSEIL DE L'AGRICULTURE, AFIN QUE LES MINISTRES PUISSENT SE PRONONCER SUR ELLES DES LEUR REUNION DE LUNDI ET MARDI PROCHAINS. (A L'ISSUE DU CONSEIL, LA COMMISSION EXAMINERA LES DIVERS ASPECTS DES NOUVELLES PERSPECTIVES FINANCIERES.

LA COMMISSION ESPERE QU'UN RAPPROCHEMENT DES POSITIONS PERMETTRA DE CONCLURE SUR L'ENSEMBLE DES AUTRES DOSSIERS SANS ATTENDRE LE CONSEIL EUROPEEN DE JUIN COMME LE PRESIDENT MITTERAND L'A LUI-MEME ENVISAGE.

LA PRESIDENCE A D'AILLEURS CONVOQUE POUR LE MARDI 27 UN CONSEIL ('' AFFAIRES GENERALES'' DANS LE BUT DE DETERMINER LES POINTS SUR LESQUELS DES ACCORDS ONT ETE MARQUES AU CONSEIL EUROPEEN ET QUI PEUVENT FAIRE L'OBJET DE MESURES DE MISE EN OEUVRE. CETTE REUNION DEVRAIT EGALEMENT MONTRER QUE L'ACTIVITE DE LA COMMUNAUTE SE POURSUIT NORMALEMENT.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL 'AGRICULTURE' (16 ET 17 MARS)

LORS D'UNE NOUVELLE SESSION 'MARATHON' QUI S'EST ACHEVEE SAMEDI A MIDI, LE CONSEIL AVAIT PARACHEVE LES RESULTATS FRUCTUEUX DU DEBUT DE LA SEMAINE PAR L'ETABLISSEMENT D'UN ('DOCUMENT DE TRAVAIL DU CONSEIL AGRICULTURE' AU CONSEIL EUROPEEN INDIQUANT LES BASES D'UN ACCORD SUR LES PRODUITS AUTRES QUE LE LAIT AINSI QUE SUR LE MODE DE CALCUL DES MCM.

CE DOCUMENT FAIT PARTIE DU PAQUET GLOBAL POUR LES PRIX DE LA CAMPAGNE 1984/85 ET L'AMENAGEMENT DE LA PAC PRESENTE PAR LES DELEGATIONS COMME 'CONSTITUANT UNE BASE VALABLE EN VUE DE LA REALISATION D'UN ACCORD', AU NIVEAU DU CONSEIL EUROPEEN.

TOUTES LES DELEGATIONS AVAIENT MAINTENU UNE RESERVE GENERALE SUR CE DOCUMENT ET SUBORDONNE LEUR ACCORD A UN EQUILIBRE SATISFAISANT POUR L'ENSEMBLE DES DECISIONS ATTENDUES DU CONSEIL EUROPEEN.

LES COUTS SUPPLEMENTAIRES POUR L'ENSEMBLE DU PAQUET AGRICOLE PAR RAPPORT AUX PROPOSITIONS INITIALES ONT ETE EVALUES PROVISOIREMENT A 72 MIO ECUS POUR 1984 ET 224 MIO ECUS POUR 1985 QUI S'AJOUTENT AUX COUTS DU PREMIER PAQUET 'LAIT' ET ('MCM', SOIT 610 MIO ECUS POUR 1984 (RESSOURCES SUPPLEMENTAIRES : 62 MIO).

PAR AILLEURS, LA RESOLUTION ADOPTEE LA SEMAINE DERNIERE PAR LE PARLEMENT A L'ISSUE DU DEBAT SUR LES PRIX AGRICOLES NE CONTESTE PAS FONDAMENTALEMENT LA LIGNE GENERALE DE LA COMMISSION EN CE QUI CONCERNE L'AUGMENTATION MOYENNE DES PRIX, APRES AVOIR FORMELLEMENT REJETE TOUTE UNE SERIE D'AMENDEMENTS VISANT A DES AUGMENTATIONS.

2.2 CONSEIL 'TRANSPORTS' (22 MARS)

SUITE AUX EVENEMENTS SURVENUS AU MOIS DE FEVRIER A CERTAINS POSTES FRONTALIERS DANS LA REGION ALPINE, LA PRESIDENCE A ORGANISE UNE REUNION SPECIALE POUR DISCUTER L'ENSEMBLE DES PROBLEMES FRONTALIERS ET NOTAMMENT :

A) FACILITATION DES CONTROLES ET FORMALITES

LE PRESIDENT A CONSTATE QUE LA DIRECTIVE POURRA ETRE APPLIQUEE DES LE 1ER JANVIER 85 PAR TOUS LES ETATS MEMBRES ET A TOUS LES PASSAGES FRONTALIERS LES PLUS IMPORTANTS. AVANT MEME CETTE DATE, CERTAINS ETATS MEMBRES ONT MANIFESTE LEUR VOLONTE DE PRENDRE LES MESURES PRATIQUES NECESSAIRES POUR FACILITER LE PASSAGE AUX FRONTIERES.

B) AUTRES POINTS

LE CONSEIL A EU DES ECHANGES DE VUES APPROFONDIS ET CONSTRUCTIFS SUR LA FRANCHISE DE CARBURANT POUR LES VEHICULES UTILITAIRES, LES TAXES SUR LES VEHICULES AINSI QUE CELLES IMPOSEES AUX VEHICULES TRAVERSANT LES PAYS TIERS ET NOTAMMENT LA SUISSE AVEC QUI DES RENCONTRES VONT ETRE ORGANISEES, ET LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT. (AU PROCHAIN CONSEIL, LA NOUVELLE PROPOSITION DE LA COMMISSION CONCERNANT LA DISTRIBUTION DES CREDITS 1983 ET 1984 QUI VISE A FINANCER DES PROJETS AYANT TRAIT A LA FACILITATION DES PASSAGES AUX FRONTIERES SERA PRISE EN COMPTE. D'AUTRE PART LE CONSEIL A MARQUE SON INTENTION D'ATTRIBUER 25 MIO ECU AU FINANCEMENT D'INFRASTRUCTURES SITUES EN GRECE EN REPONSE AU MEMORANDUM HELLENIQUE).

3
LE CONSEIL EST CONVENU DE TENIR LE 2 AVRIL, A PARIS, UNE REUNION INFORMELLE FIN DE DISCUTER DES MOYENS DE FAIRE PROGRESSER LA POL. GUE COMMUNE DES TRANSPORTS AVEC L'OBJECTIF DE PRENDRE DES DECISIONS CONCRETES LORS DE SA PROCHAINE SESSION FORMELLE LE 10 MAI.

2.3 TELECOMMUNICATIONS -----

LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON ET M. DONDOUX, PRESIDENT DE LA CONFERENCE EUROPEENNE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ONT REAFFIRME, CE 21 MARS, LA NECESSITE ET L'URGENCE DE CREER UN ESPACE EUROPEEN DANS CE DOMAINE.

ACTIONS PRIORITAIRES : HARMONISATION DES NORMES DE TELECOMMUNICATIONS ET DES PROCEDURES NATIONALES D'AGREMENT, OUVERTURE PROGRESSIVE DES MARCHES DES EXPLOITANTS.

3. ELARGISSEMENT -----

3.1 SPAIN -----

THE 30TH DEPUTY LEVEL MEETING OF THE NEGOTIATIONS FOR SPAIN'S ACCESSION TO THE EUROPEAN COMMUNITY WAS HELD IN BRUSSELS ON THE 21ST MARCH.

THE EUROPEAN COMMUNITY PRESENTED DECLARATIONS ON PATENTS, EURATOM AND SECONDARY LAW.

THE SPANISH DECLARATIONS WERE ON EXTERNAL RELATIONS (TARIFF EXCEPTIONS REGARDING SPG COUNTRIES) AND AGRICULTURE (GENERAL ASPECTS, SECTORIAL ASPECTS OF TRANSITIONAL SYSTEM, GENERAL TRANSITION MECHANISM, COMPLEMENTARY TRANSITION MECHANISM AND DURATION OF TRANSITIONAL MEASURES).

DURING THE MEETING AGREEMENT WAS REACHED CONCERNING EURATOM (EXCHANGE OF INFORMATION IN THE FIELD OF NUCLEAR ENERGY AND SPANISH AGREEMENTS WITH THIRD COUNTRIES OR INTERNATIONAL ORGANISATIONS).

THE 20TH MINISTERIAL SESSION IS SCHEDULED FOR THE 10TH APRIL.

(LAST WEEK, THE COMMISSION HAS SUBMITTED TO THE COUNCIL A COMMUNICATION ON FISHERIES SECTORS IN SPAIN IN WHICH THE COMMISSION INDICATES THE ESSENTIAL ASPECTS OF THIS CHAPTER SUCH AS ACCESS TO WATERS, AND TO INTERNAL AND EXTERNAL RESOURCES AND MARKETS.)

3.2 ESPAGNE/PORTUGAL MESURES D'AIDE A L'AGRICULTURE -----

LA COMMISSION A ADOPTE DEUX RAPPORTS QUI DONNENT UNE PREMIERE APPRECIATION DES MESURES NATIONALES D'AIDES A L'AGRICULTURE DANS CES DEUX PAYS EN S'INSPIRANT DE L'INVENTAIRE DES AIDES OCTROYEES DE 1977 A 1981 POUR L'ESPAGNE ET DE 1978 A 1980 POUR LE PORTUGAL. LA COMMISSION COMPTE EXAMINER L'EVOLUTION DU REGIME DES ANNEES SUIVANTES DANS UN PROCHAIN RAPPORT.

POUR L'ESPAGNE, IL EST A NOTER QUE LA PART POTENTIELLE DES AIDES DANS LA FORMATION DU REVENU AGRICOLE EST RESTEE RELATIVEMENT REDUITE ET QU'IL Y A EU UNE NETTE PREDOMINANCE DES AIDES AUX INVESTISSEMENTS, (AMELIORATION DES STRUCTURES).

POUR LE PORTUGAL, LA COMMISSION A SOULIGNE QUE LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS A MODIFIE FONDAMENTALEMENT LE DISPOSITIF EN REDUISANT ENVIRON DE MOITIE EN 1982 LE MONTANT DES CREDITS ALLOUES AUX CINQ SECTEURS PRINCIPAUX DE LA PRODUCTION ET COMPTE LES SUPPRIMER EN 1983.

4. RELATIONS EXTER RES

(-----)

4.1 COOPERATION POLITIQUE

(-----)

LE PRESIDENT MITTERAND A INDIQUE, LORS DE LA CONFERENCE DE PRESSE TENUE A L'ISSUE DU CONSEIL EUROPEEN LE 21 MARS, QUE DES TEXTES DE COOPERATION POLITIQUE (PROCHE-ORIENT, EST-OUEST, AMERIQUE LATINE, CHYPRE), AGREES AU NIVEAU DES MINISTRES, N'AVAIENT PAS ETE SOUMIS, COMPTE TENU DES CIRCONSTANCES, AU CONSEIL EUROPEEN.

4.2 ENTRETIENS ACCORD EURATOM/USA

(-----)

LE 14 MARS 1984, M. AUDLAND, AVEC DES REPRESENTANTS DE LA DG I, DE L'AGENCE D'APPROVISIONNEMENT ET DU SERVICE JURIDIQUE, A RENCONTRE A WASHINGTON L'AMBASSADEUR KENNEDY POUR ANALYSER PLUS EN DETAIL LES IDEES AVANCEES PAR LES AMERICAINS EN VUE D'EVENTUELLES MODIFICATIONS DE L'ACCORD EURATOM/USA, POUR TENIR COMPTE DE LA LEGISLATION AMERICAINE DE 1978 SUR LA NON-PROLIFERATION (NUCLEAR NON-PROLIFERATION ACT).

LES CONVERSATIONS SE SONT DERouleES DANS UNE BONNE ATMOSPHERE. DES PROGRES ONT ETE ACCOMPLIS DANS LE SENS D'UNE APPROCHE MOINS AMBITIEUSE DU COTE AMERICAIN.

4.3 AUSTRALIA HIGH LEVEL CONSULTATIONS

(-----)

VICE-PRESIDENT HAFERKAMP VISITED AUSTRALIA BETWEEN 20-22 MARCH. HE HAD A SERIES OF DISCUSSIONS WITH THE PRIME MINISTER, MR. HAWKE, THE DEPUTY PRIME MINISTER AND MINISTER FOR TRADE, MR. BOWEN AND MR. HAYDEN (FOREIGN AFFAIRS), MR. BUTTON (INDUSTRY AND COMMERCE), MR. KEATING (TREASURER), MR. KERIN (PRIMARY INDUSTRY), MR. WALSH (RESOURCES AND ENERGY). THE DISCUSSIONS COVERED INTERNATIONAL ISSUES AS WELL AS THE BROAD RANGE OF BILATERAL RELATIONS. THEY WERE PREPARED BY TWO DAYS MEETINGS OF SENIOR OFFICIALS, PRESIDED ON THE COMMISSION SIDE BY MR. GIOLA.

AUSTRALIAN MINISTERS DREW VP HAFERKAMP'S ATTENTION TO A NUMBER OF SPECIFIC TRADE ISSUES PARTICULARLY REGARDING AGRICULTURE AND ENERGY. VP HAFERKAMP RECALLED THE COMMUNITY'S DIFFICULTIES ON THE AUSTRALIAN MARKET FOR SOME OF ITS INDUSTRIAL EXPORTS (TEXTILES, CARS, FOOTWEAR) AS WELL AS ITS PREOCCUPATIONS OVER AUSTRALIAN PRACTICES IN MATTERS OF ANTI-DUMPING AND COUNTERVAILING MEASURES AND IN MATTERS RELATED TO BANKING AND INVESTMENTS.

IN THE MINISTERIAL CONCLUSIONS, IT WAS AGREED TO HOLD REGULAR MEETINGS OF EC/AUSTRALIAN AGRICULTURAL TRADE AND MARKETING EXPERTS, TO BE HELD EVERY SIX-MONTHS. THESE MEETINGS ARE TO RELATE TO THE MARKETING OF SPECIFIC AGRICULTURAL COMMODITIES. IT WAS ALSO AGREED TO SET UP A WORKING PARTY TO IMPROVE INFORMATION AND EXAMINE THE COMPLEMENTARITY IN THE FIELD OF RAW MATERIALS. IN THE INDUSTRIAL FIELD IT WAS DECIDED TO PURSUE DISCUSSIONS REGARDING DIFFICULTIES OF ACCESS FOR MANUFACTURED GOODS AND TO CONSIDER FURTHER COOPERATION INCLUDING IF POSSIBLE JOINT VENTURES.

RELATIONS WITH OTHER MAJOR PARTNERS, INCLUDING THE U.S., JAPAN AND ASEAN WERE ALSO DISCUSSED AS WELL AS RELATIONS WITH LDCS. IT WAS AGREED THAT THE NORTH-SOUTH DIALOGUE SHOULD BE PURSUED WITH A REALISTIC AND PROGRESSIVE APPROACH.

5
4.4 CHYPRE

(-----)

LE CONSEIL ADOPTERA EN TEMPS UTILE LE REGLEMENT DE CONCLUSION DU 2EME PROTOCOLE FINANCIER QUI POURRA AINSI ENTRER EN VIGUEUR LE 1ER MAI.

4.5 TUNISIE VOYAGE DE M. PISANI

(-----)

AU COURS DE SON SEJOUR EN TUNISIE, M. PISANI A EU DES ENTRETIENS AVEC LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, LE PREMIER MINISTRE, LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'ECONOMIE NATIONALE, DU PLAN, DE L AGRICULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.

LES ENTRETIENS AVEC LES RESPONSABLES TUNISIENS ONT PERMIS DE FAIRE LE POINT SUR LA COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE ET LA TUNISIE, AUSSI BIEN POUR CE QUI EST DE LA MISE EN OEUVRE DE LA COOPERATION FINANCIERE ET TECHNIQUE QUE DES QUESTIONS COMMERCIALES IMMEDIATES, OU DES INTERROGATIONS LIEES A L'ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE ET SES REPERCUSSIONS SUR LES RELATIONS BILATERALES COMMUNAUTE-TUNISIE.

M. PISANI A RENCONTRE EGALEMENT M. ADNAN OMRAN, SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DE LA LIGUE DES ETATS ARABES : L'ENTRETIEN A PORTE SUR LA SITUATION DU DIALOGUE EURO-ARABE ET SES PERSPECTIVES, AINSI QUE SUR L'ETAT D AVANCEMENT DES TRAVAUX ECONOMIQUES ET TECHNIQUES POURSUIVIS DANS CE CADRE.

4.6 ACIER : VOLET EXTERNE

(-----)

LE COREPER A APPROUVE LE RENOUVELLEMENT DU ''SPECIAL UNDERSTANDING'' AVEC LE JAPON SUR LES ECHANGES DE PRODUITS SIDERURGIQUES.

NOUS RENDRONS COMPTE DES QUE POSSIBLE DES NEGOCIATIONS EN COURS AVEC LES AUTRES PAYS TIERS, NOTAMMENT AVEC CERTAINS PAYS DE L'AELE (NORVEGE ET SUEDE). (DES MESURES UNILATERALES POURRAIENT EN EFFET ETRE PRISES LE 1ER AVRIL SI LES ARRANGEMENTS NE SONT PAS CONCLUS ENTRETEMPS).

4.7 TEXTILE POLICY

(-----)

CHINA : NEGOTIATIONS FOR THE RENEWAL OF THE EC-CHINA TEXTILE AGREEMENT WERE RESUMED IN BEIJING ON 19 MARCH. THEY ARE SCHEDULED TO CONTINUE UNTIL 29 MARCH.

TURKEY : THE TWO-YEAR ARRANGEMENT (1984-85) WITH TURKEY ON COTTON YARNS, WHOSE TECHNICAL CONTENT HAD BEEN FINALISED AT THE END OF LAST YEAR, WAS SIGNED IN BRUSSELS ON 16 MARCH.

4.8 COORDINATION POLITIQUE ET ACTIONS DE DEVELOPPEMENT

(-----)

A LA DEMANDE DU CONSEIL ''DEVELOPPEMENT'', LA COMMISSON A ADOPTE, EN VUE DE SA SESSION DE JUIN, UNE COMMUNICATION SUR LA COORDINATION DES POLITIQUES DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT AU SEIN DE LA COMMUNAUTE.

ORIENTEE SUR LES ASPECTS PRATIQUES ET OPERATIONNELS ET S'INSCRIVANT DANS LE CADRE DES NOUVELLES METHODES QUE LA COMMUNAUTE SOUHAITERAIT VOIR APPLIQUER DANS LA MISE EN OEUVRE DE SA COOPERATION AVEC LES DIVERSES CATEGORIES DE PAYS EN DEVELOPPEMENT, LA COORDINATION DEVRAIT PERMETTRE D'ASSURER LA COHERENCE DE TOUTES LES ACTIONS. BILATERALES OU MULTILATERALES.

6
ET EN PREMIER LIEU, L'AIDE EUROPEENNE (COMMUNAUTE, ETATS MEMBRES) QUI REPRESENTE 33-0/0 DE L'AIDE PUBLIQUE MONDIALE (29 0/0 ETATS MEMBRES, 4-0/0 COMMUNAUTE) ET 53-0/0 DE L'AIDE A L'AFRIQUE (ACP ET MMI).

LA PREMIERE PARTIE TRAITE DE LA SITUATION ACTUELLE DE LA COORDINATION. LA NOUVELLE ORIENTATION DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT, QUI PLACE LE DIALOGUE ET L'APPUI A DES POLITIQUES SECTORIELLES AU CENTRE DES ACTIONS DE COOPERATION, AMENE A UNE REFLEXION SUR LES AMELIORATIONS ET LES ADAPTATIONS QUI POURRAIENT ETRE APPORTEES AFIN D'ASSURER UNE MEILLEURE COHERENCE ET UNE PLUS GRANDE COMPLEMENTARITE.

LA DEUXIEME PARTIE TRAITE DANS CET ESPRIT DES ASPECTS PRATIQUES ET OPERATIONNELS D'UN PLAN D'ACTION APPLICABLE A L'ENSEMBLE DES BENEFICIAIRES DE LA COOPERATION COMMUNAUTAIRE : ETATS ACP, PAYS DU SUD ET DE L'EST MEDITERRANEE ET PVDNA SONT TOUS CONCERNES PAR CES LIGNES D' ACTIONS, ENTRE AUTRES POUR L'AMELIORATION DE L'INFORMATION MUTUELLE, LE RENFORCEMENT DE LA COORDINATION SUR PLACE, LE RECOURS PLUS SYSTEMATIQUE AUX COFINANCEMENTS.

5. QUESTIONS DIVERSES

5.1 TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES TELECOMMUNICATIONS

EN MATIERE ADMINISTRATIVE, LA COMMISSION, SUR PROPOSITION DE M. DAVIGNON ET DE M. BURKE, A APPROUVE LA NOUVELLE ORGANISATION DE LA TASK FORCE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES TELECOMMUNICATIONS. CELLE-CI, QUI SE SITUE AU SEIN DE LA DG III, RESTE PLACEE SOUS LA RESPONSABILITE DE MICHEL CARPENTIER, DIRECTEUR GENERAL, QUI RELEVRA DIRECTEMENT DU VICE-PRESIDENT DAVIGNON. ELLE AURA NOTAMMENT A GERER LE PROGRAMME ESPRIT.

E. NOEL, SECR
VIA WUI A

1308 03/23
64215 EURCOM UW
64215 EURCOM UW
VIA WUI